



REPUBLIQUE DE GUINEE

TRAVAIL – JUSTICE – SOLIDARITÉ

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE

AVIS A MANIFESTATIONS D'INTERET

SERVICES DE CONSULTANT (Individu)

N° : GN-PDACG-448657-CS-INDV

Client : Ministère de L'Agriculture et de L'Elevage, représenté par le Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale en Guinée (PDACG).

Référence de l'accord de financement : IDA : Crédit N° : 6771-GN & Don N° : D713-GN

N° d'Identification du Programme : P164184

Titre : Recrutement d'un consultant pour le renforcement des capacités du personnel du LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE DE DIAGNOSTIC (LCVD) sur les analyses physico-chimiques et microbiologiques liées à la sécurité des aliments pour permettre sa participation à la mise en place d'un nouveau laboratoire.

DEBUT : 28/04/2025

FIN : 19/05/2025

Le Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale en Guinée (PDACG) s'inscrit dans le cadre de la vision Guinée 2040 et de la Politique Nationale de Développement de l'Agriculture (PNDA 2016-2025) qui s'articule autour de trois axes stratégiques : i) le renforcement de la sécurité alimentaire par la diversification et l'accroissement des productions vivrières et animales pour promouvoir la souveraineté alimentaire ; ii) l'accroissement des revenus agricoles par le développement des opportunités économiques et l'amélioration de l'accès aux marchés ; iii) et le développement des mesures transversales d'accompagnement pour garantir l'efficacité des investissements. Le projet vise également à contribuer à l'accélération de la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole, de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN-2018-2025) soutenu par l'Union Africaine (UA) et la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le PDACG est financé par l'Association Internationale pour le Développement (IDA) pour un montant de cent (100) millions de dollars US et pour une durée d'exécution de cinq (5) ans. Le projet comporte les cinq (5) principales composantes résumées ci-après :

Composante n°1 : Amélioration de l'accès aux marchés dans les zones ciblées. Cette composante financera les infrastructures publiques afin d'améliorer la connectivité et la logistique entre les producteurs et les marchés dans les corridors prioritaires.

Composante n°2 : Soutien à l'investissement privé. L'objectif est de favoriser l'investissement privé dans l'agriculture commerciale et de stimuler le développement de chaînes de valeur. La composante financera, pour les investisseurs et exploitants potentiels sélectionnés compétitivement, des services de consultants nécessaires au développement de leurs affaires.

Composante n°3 : Etablissement d'un environnement propice à l'agriculture commerciale. Elle vise à renforcer : (i) les capacités des institutions clés pour faciliter les investissements privés et l'émergence de chaînes de valeur agricoles efficaces, (ii) la coordination le long des chaînes de valeur ciblées et (iii) la qualité et les systèmes de gestion sanitaire et phytosanitaire.

Composante n°4 : Intervention d'urgence. Cette composante constitue un fonds d'urgence qui peut être débloqué en cas de catastrophes naturelles donnant lieu à une situation d'état d'urgence officiel, ou à une demande du Gouvernement. La composante financera les dépenses d'intervention rapide afin de répondre aux besoins d'urgence.

Composante n°5 : Coordination et gestion du projet. La composante financera la création d'une Unité de Coordination et Exécution du Projet (UCEP) pleinement opérationnelle au sein du Ministère de l'Agriculture. Elle couvrira les coûts du personnel, de fonctionnement, de supervision et d'audit du projet. Elle financera également les activités de renforcement de capacités et une Assistance Technique à la mise en œuvre du projet. Le Projet est mis en œuvre par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage à travers une Unité de Coordination et d'Exécution du Projet (UCEP) qui est mise en place. L'Unité de Coordination et d'Exécution du Projet (UCEP) est chargée de la gestion quotidienne de la mise en œuvre technique des activités, de la passation des marchés et la gestion financière, et du suivi et évaluation, y compris les aspects de décaissement au titre du Projet. L'UCEP est responsable de la coordination générale de la mise en œuvre du projet ; elle sera dotée de deux antennes régionales.

L'objectif général du projet est d'augmenter le nombre d'agriculteurs et de ménages ruraux ayant des emplois ou bénéficiant des chaînes de valeur de l'agriculture commerciale dans les zones de projet.

Les objectifs spécifiques du Projet sont entre autres :

- Améliorer la connectivité et la logistique entre les producteurs et les marchés dans les corridors prioritaires ;
- Favoriser l'investissement privé dans l'agriculture commerciale et stimuler le développement de chaînes de valeur ;
- Renforcer les capacités des institutions clés pour faciliter les investissements privés et l'émergence de chaînes de valeur agricoles efficaces ;

- Renforcer la coordination le long des chaînes de valeur ciblées ; et
- Renforcer la qualité et les systèmes de gestion sanitaire et phytosanitaire.

Par ailleurs, au titre de sa composante 3, le PDACG apporte également des appuis institutionnels à ses partenaires de mise en œuvre. C'est donc dans ce cadre que le PDACG compte apporter un appui au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage à travers le Laboratoire Central Vétérinaire et de diagnostic (LCVD).

D'autre part, pour mener à bien la mission qui lui est confiée, le personnel du LCVD exerçant dans les activités liées au contrôle de la qualité des aliments doit être formé pour maîtriser les outils mis à sa disposition afin de garantir la qualité et la sécurité des produits alimentaires mis sur le marché ou exportés et donc améliorer l'image de nos entreprises en vue de conquérir les marchés nationaux, régionaux et internationaux.

L'Unité de Coordination et d'Exécution du Projet (UCEP) du projet envisage de recruter un (e) consultant(e) pour le renforcement des capacités du personnel du LCVD sur les analyses physico-chimiques et microbiologiques de laboratoire pour contrôler la conformité des produits alimentaires animaux et d'origine animale et pour permettre sa participation à la mise en place d'un nouveau laboratoire.

Le Ministère de L'Agriculture et de L'Elevage, représenté par le Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale en Guinée (PDACG) invite les Consultants individuels à présenter leur candidature en **langue française** en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent fournir les documents suivants : Cv, lettre de motivation, références, diplômes, attestations de services faits et attestations de formations complémentaires.

La mission sera réalisée sur une durée de 18 jours de travail sous la supervision de la Direction Générale du LCVD.

Les critères pour l'évaluation des candidatures seront :

I- Education :

- ✓ Disposer d'au moins un bac + 5 en biochimie, chimie alimentaire, ou agrochimie, ou toute autre discipline connexe.

II- Expériences :

- ✓ Il (elle) devra justifier une expérience attestée d'au moins dix (10) années d'expérience en renforcement des cadres en techniques d'analyses alimentaires ;
- ✓ Il (elle) devra avoir déjà présenté un argumentaire sur le choix d'un site de laboratoire ;
- ✓ Il (elle) devra avoir réalisé ou participé à au moins deux (2) missions de renforcement de capacités des laboratoires dans la certification des produits et sur les techniques d'analyses alimentaires au cours des 5 dernières années ;

- ✓ Il (elle) devra démontrer une expérience attestée d'au moins deux (2) missions de renforcement de capacité en norme ISO 17025 au cours des 5 dernières années.

III- Langues de travail :

- ✓ Maîtrise du français obligatoire.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux directives de sélection de consultants individuels de la Banque mondiale « Règlements pour la Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le FPI » de la Banque mondiale édition Février 2025.

Le score minimum requis pour être sélectionné est de 70 points sur 100. Le candidat classé premier dont la note totale est égale ou supérieure au score minimum ci-avant cité sera invité à négocier un contrat. Au cas où des consultants seront classés 1^{er} ex-aequo, le candidat ayant le plus grand nombre cumulé de missions similaires évaluées pour les critères (ii).2 et (ii).3 sera sélectionné.

Les Consultants intéressés peuvent obtenir les Termes de référence complets et des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures de bureau suivantes : **du Lundi au Jeudi de 9 h 00 mn à 16 h 30 mn GMT et le Vendredi de 9 h 00 mn à 13 h 00 mn GMT.**

Les dossiers de candidature doivent être déposés physiquement à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le **19 Mai 2025 à 10 h 00 mn GMT**. Les enveloppes doivent porter expressément la mention « **Recrutement d'un consultant pour le renforcement des capacités du personnel du LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE DE DIAGNOSTIC (LCVD) sur les analyses physico-chimiques et microbiologiques liées à la sécurité des aliments pour permettre sa participation à la mise en place d'un nouveau laboratoire** ».

À l'attention de : Monsieur le Coordonnateur National du Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale en Guinée (PDACG).

L'adresse dont il est fait mention ci-dessus est: Projet de Développement de l'Agriculture Commerciale en Guinée (PDACG), Immeuble Fella, 5ème étage, Quartier Camayenne, Commune de Dixinn, Tél : (+224) 628 89 66 80 Email : coordonnateurpdacg@gmail.com avec copie obligatoire à : pdacg@magel.gov.gn et procurementpdacg@gmail.com

Fait à Conakry, le 28 Avril 2025


M. Hamidou DIALLO
 Coordonnateur National du PDACG

